

# Atelier national sur la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures.

Conakry, Guinée  
12 – 15 novembre 2018

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa



Organisé par :

Ministère de  
l'Environnement, des Eaux  
et des Forêts



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation if its frontiers or boundaries.

**This document can be downloaded from [www.giwacaf.org](http://www.giwacaf.org) and for bibliographic purposes should be cited as follows:**

**IMO/IPIECA. 2018. Rapport de l'Atelier national sur la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures, Conakry, Guinée. 29 pages.**



## **Executive summary**

**Title of the Workshop:** National workshop on shoreline response in the case of marine oil spills.

**Hosted by:** Ministry of Environment, Water and Forest.

**Venue and date:** The event was held at the ONOMO Hotel in Conakry, Guinea from 12 to 15 November 2018. The program is included in the Annex 1 of the Report.

**Type of event:** National workshop.

**Organised by:** Ministry of Environment, Water and Forest.

**Supported by:**

- International Maritime Organization (IMO);
- IPIECA, the global oil and gas industry association for environmental and social issues;
- Ministry of Environment, Water and Forest.

**Number of participants:** 25 participants were registered for this workshop. A List of participants is included in the Annex 2 of the Report.

**Summary:** The overall objective of the workshop was to strengthen the capacity of Guinean responders to carry out the whole process of shoreline response following an oil spill.

The specific objectives were to:

- Acquire essential knowledge and expertise in order to be able to implement efficient shoreline response policies and strategies in case of an accidental oil spill response;
- Acquire a deep understanding of challenges and issues related to the implementation of shoreline response strategies by conducting a field exercise

The active participation and the expertise of all delegates were greatly appreciated and were key to the success of this workshop.

**Recommendations:** Following the workshop recommendations were made, based on group discussions, in order to enhance and strengthen preparedness and response capacities of Guinea:

1. Finalize the National Oil Spill Contingency Plan;
2. Map the sensitivity of the Guinean shoreline environment;
3. Draft a waste management plan to be included in the NOSCP;
4. Capacity building: list the needs in terms of formations and exercises;
5. Draft a national policy on the use of dispersants.



## Table des matières

<b>Executive summary</b> .....	2
1. Introduction.....	5
2. Objectifs de l'atelier .....	5
3. Programme de l'atelier .....	5
4. Lieu, dates et participants.....	6
5. Activités et présentations .....	7
6. Recommandations .....	15
7. Conclusion .....	16
Annexe 2 – Liste des participants.....	21
Annexe 3 – Allocution de bienvenue du Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Monsieur Mohamed Lamine Sidibé .....	22
Annexe 4 –Allocution de bienvenue GI WACAF Émilie Canova, Coordinatrice de projet GI WACAF.....	24
Annexe 5 – Discours du représentant de la Convention D'Abidjan Monsieur Richard Dacosta.....	26
Annexe 6 – Photos.....	28



## **L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe**

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IPIECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter face au risque de pollution en cas de déversement hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 7 compagnies pétrolières membres de l'IPIECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside.



Plus d'information est disponible sur le [site web du Projet](#).

## 1. Introduction

La Guinée dispose d'une côte d'environ 320 kilomètres qui est fortement utilisée par des activités humaines essentielles à l'économie du pays. De plus, la côte guinéenne compte de larges zones de mangrove qui sont des habitats extrêmement importants pour de nombreuses espèces aviaires et fauniques. Le risque que celle-ci soit affectée par un déversement de pétrole est bien réel. Le Port Autonome de Conakry alimente la Guinée en marchandises diverses, particulièrement en produits pétroliers tel que l'essence et le fuel. Un important couloir maritime se trouve également au large, où transitent de grandes quantités de pétrole brut provenant d'Afrique de l'ouest vers l'Europe et les Amériques. Un déversement de pétrole le long de la côte guinéenne pourrait avoir des conséquences importantes sur les activités côtières ainsi que sur son environnement marin.

C'est dans ce contexte, afin de renforcer les capacités de la Guinée, que le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, à travers la Direction Générale du Milieu Marin et des Zones Côtières, a organisé du 12 au 15 novembre 2018 un atelier portant sur la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures, avec le soutien de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et de l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier (IPIECA), dans le cadre du projet GI WACAF.

## 2. Objectifs de l'atelier

L'objectif général de l'atelier était le renforcement des capacités des acteurs guinéens pour la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures.

Les objectifs spécifiques étaient :

1. L'acquisition des connaissances et des compétences essentielles à l'élaboration d'une stratégie et d'une politique visant à mettre en œuvre une lutte à terre efficace, en cas de déversement d'hydrocarbures (nettoyage et évaluation) ;
2. Une compréhension approfondie des difficultés et des complexités communes dans la mise en œuvre d'une intervention efficace sur le littoral, en entreprenant un exercice sur le terrain.

Pour atteindre ces objectifs, des présentations, un exercice sur table, un exercice sur le terrain et des discussions de groupe ont été réalisés. Les experts et participants ont également été invités à partager leur expérience tout au long de l'atelier.

## 3. Programme de l'atelier

L'atelier a duré 4 jours. Le programme est disponible en [Annexe 1](#) du présent rapport.

- **Lundi 12 novembre 2018**
  - Cérémonie d'ouverture et présentation générale de l'atelier,
  - Présentation du Projet GI WACAF et des experts,
  - Présentation des objectifs de l'atelier, du programme et des experts présents,
  - Tour de table des participants à l'atelier,



- Photo de Groupe,
  - Présentation sur le comportement et le devenir du pétrole dans l'environnement suite à un déversement,
  - Présentation sur les impacts environnementaux et sociaux suite à un déversement d'hydrocarbures,
  - Présentation sur les stratégies de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures,
  - Présentation sur l'état de préparation de la Guinée face aux déversements d'hydrocarbures et suivi de l'activité GI WACAF de 2016,
  - Présentation du Protocole Offshore pétrole et gaz de la Convention d'Abidjan.
- **Mardi 13 novembre 2018**
    - Présentation sur les risques de déversements d'hydrocarbures et des sensibilités environnementales en Guinée,
    - Présentation sur les types de rives et les processus côtiers,
    - Présentation sur le développement de cartes de sensibilités,
    - Présentation sur la technique d'évaluation des rives (SCAT),
    - Remarques conclusives de la Convention d'Abidjan,
    - Vidéo d'ITOPF sur le nettoyage des rives,
    - Présentation sur les techniques de nettoyage des rives,
    - Exercice de table sur l'évaluation et le nettoyage des rives.
  - **Mercredi 14 novembre 2018**
    - Exercice sur le terrain sur l'identification des sensibilités, l'évaluation et le nettoyage des rives,
    - Débriefing à chaud de l'exercice, du point de vue de l'animation et du point de vue des participants,
    - Présentation sur l'intégration de la réponse en milieu littoral dans la gestion de l'incident.
  - **Jeudi 15 novembre 2018**
    - Présentation sur la gestion des déchets lors d'un déversement de pétrole,
    - Présentation sur la logistique de la gestion des déchets,
    - Présentation sur la gestion des déchets en Guinée,
    - Présentation sur la démobilisation et fin de l'opération de lutte,
    - Identification des recommandations de l'atelier,
    - Cérémonie de clôture et remise des certificats.

#### 4. Lieu, dates et participants

L'atelier a été organisé à l'hôtel Onomo, à Conakry, du 12 au 15 Novembre 2018, par le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts de la République de Guinée, avec l'appui technique de l'OMI et de l'IPIECA.

Le Ministère de l'Environnement, des Eaux et des Forêts s'est chargé de l'organisation générale de l'atelier et de l'accueil des participants. Pour des raisons administratives et logistiques, l'atelier de la Convention d'Abidjan sur la présentation du Protocole additionnel à la Convention d'Abidjan relatif



aux normes et standards environnementaux applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolière et gazière offshore a été joint à cet atelier, pendant les deux premiers jours. M. Richard Dacosta et Mme BA Safietou Sall ont fait le déplacement, au compte de la Convention d'Abidjan.

Les participants guinéens provenaient des différents ministères et agences gouvernementales impliqués dans la préparation et la réponse aux pollutions marines :

- 25 représentants de structures publiques (Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Ministère des Mines et de la Géologie, Ministère des Transports, Ministère de la Défense, Ministère de la Pêche, Ministère de l'Administration du Territoire, Ministère des Hydrocarbures), du Port Autonome de Conakry et de la Société Générale des Pétroles.

La liste détaillée des participants est jointe en Annexe 2 du présent rapport.

Les experts qui ont animé les travaux étaient les suivants :

- **Mme Emilie Canova, IMO / IPIECA – Coordonnatrice du Projet GI WACAF**  
Tel : +44 (0)20 7463 4048 / Portable : +44 (0)7768 966 947  
E-mail : [ecanova@imo.org](mailto:ecanova@imo.org)
- **Consultant**
  - **M. Stéphane Grenon**, Directeur, Triox Urgences Environnementales  
E-mail : [stephane.grenon@triox.ca](mailto:stephane.grenon@triox.ca)

## 5. Activités et présentations

### 5.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le lundi 12 novembre 2018 à partir de 10h00 suivant l'ordre ci-dessous :

- Mot d'introduction et de bienvenue de Monsieur Mohamed Lamine Sidibé, Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières, au Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
- Discours d'ouverture de Madame Émilie Canova, coordonnatrice de Projet GI WACAF, représentante de l'OMI et de l'IPIECA ;
- Discours d'ouverture de Monsieur Richard Dacosta, représentant la Convention D'Abidjan.

Les allocutions respectives des intervenants cités ci-dessus sont attachées en Annexes 3, 4 et 5 du présent document.

Le Directeur Général du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts a rappelé aux participants l'importance des milieux marins et côtiers pour la biodiversité de la Guinée mais également pour son économie. La côte Guinéenne renferme plusieurs écosystèmes vulnérables qui doivent être protégés en cas de déversement d'hydrocarbures mais également par d'autres activités potentiellement nuisibles. Il a rappelé l'importance de travailler de façon concertée et a souligné l'intérêt de la Guinée envers le Protocole Offshore de la Convention d'Abidjan.

La coordonnatrice du projet du GI WACAF a rappelé le contexte historique de la création du programme de même que ses missions. Le dernier atelier organisé via le GI WACAF dans le pays date



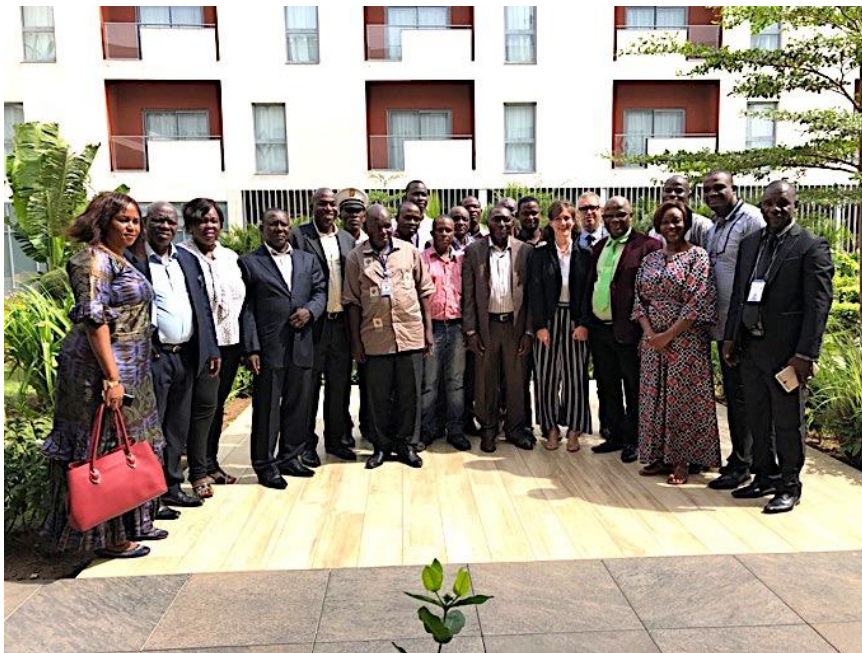


de 2016 et avait permis de débiter le plan national d'intervention d'urgence (PNIU) de la Guinée. Enfin, elle a rappelé que les contributions de tous les participants de l'atelier demeurent une des conditions *sine qua non* pour en faire un succès et pour permettre à la Guinée de renforcer ces capacités en cas de déversement d'hydrocarbures.

Le représentant de la Convention D'Abidjan a souligné l'importance des milieux marins pour les États et les communautés côtières particulièrement à une époque de recrudescence de l'exploration et de l'exploitation pétrolière et gazière le long de la façade atlantique Sud-Est. C'est pour cette raison que la Convention d'Abidjan a pris des dispositions juridiques contraignantes visant à harmoniser et à réconcilier l'utilisation des ressources pétrolières et gazières et la préservation de l'environnement. Le Protocole Offshore est un outil qui s'avère important pour la préservation des ressources marines. Il a terminé son allocution en remerciant le Ministère Allemand de l'Environnement et la Fondation MAVA pour leur soutien en en souhaitant aux participants une rencontre fructueuse.

### **5.2. Photo de groupe**

Avant les premières présentations, une photo de groupe a été prise.



D'autres photos de l'évènement peuvent être consultées en [Annexe 6](#).

### **5.3. Présentations de cet atelier**

Les présentations et les interventions ont été faites en français et sont synthétisées ci-dessous.

#### **JOUR 1 Lundi 22 octobre 2018**

##### **Session 1 : Présentation du projet GI WACAF**

*Mme Émilie Canova, coordonnatrice du projet GI WACAF*



Mme Émilie Canova a présenté dans un premier temps les objectifs et les activités du Projet, les rôles respectifs de l'OMI et de l'IPIECA. Elle a ensuite présenté les améliorations observées dans la région depuis plus de dix ans en termes de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et les objectifs pour le cycle 2018-2019 en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Ces progrès sont mesurés grâce aux indicateurs du projet GI WACAF, notamment la rédaction de plans nationaux de lutte contre les pollutions par hydrocarbures. Enfin, elle est revenue sur les temps forts du projet GI WACAF, avec la conférence régionale de novembre 2017 en Côte d'Ivoire et plus précisément sur les activités réalisées en Guinée.

## **Session 2 : Présentation des objectifs, du programme et de la méthode de travail**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté à l'ensemble des participants les objectifs de cet atelier en insistant particulièrement sur l'exercice terrain du troisième jour et son déroulement. Il a rappelé que cette formation vise particulièrement l'acquisition des connaissances et des compétences essentielles à l'élaboration d'une stratégie et d'une politique la mise en œuvre d'une lutte à terre efficace, en cas de déversement d'hydrocarbure. Il a indiqué que le déroulement de l'atelier allait consister en une variété de présentations techniques, de discussions de groupe et porter sur la réalisation d'exercices en classe et sur le terrain afin de mettre et pratique et de bien comprendre les enjeux liés au nettoyage des rives. Il a également rappelé aux participants l'importance de participer activement à l'atelier car celle-ci permettra de dégager des recommandations visant à améliorer le PNIU de la Guinée.

## **Session 3 : Présentation sur le comportement et devenir du pétrole dans l'environnement suite à un déversement**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a décrit le comportement et le devenir des hydrocarbures suite à un déversement en mer. Il a principalement insisté sur l'importance des processus de vieillissement sur les opérations de lutte et sur la santé et la sécurité des intervenants. Il a discuté des caractéristiques physiques et chimiques des différents types d'hydrocarbures ainsi que des différents processus de vieillissement à savoir, l'étalement, l'évaporation, la dispersion, l'émulsification, la sédimentation et la biodégradation. Les interactions avec le littoral ont aussi été abordées ainsi que leurs conséquences pour le nettoyage.

## **Session 4 : Présentation sur les impacts environnementaux et sociaux des déversements de pétrole**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les différents impacts qu'un déversement de pétrole peut avoir sur diverses ressources sensibles qui se trouvent le long des côtes. La présentation a abordé les impacts environnementaux potentiels sur le milieu marin et côtier de même que les impacts sociaux-économiques. La présentation a mis en relief la nécessité de bien connaître les impacts potentiels d'un déversement afin d'être en mesure de bien prioriser les actions de lutte pour minimiser les impacts à court, moyen et long terme d'un déversement.



### **Session 5 : Présentation sur l'état de préparation de la Guinée face aux déversements d'hydrocarbures**

*M. Ibrahima Gaye Camara, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts*

M. Camara a rappelé aux participants que la Guinée travaille depuis 2003 au renforcement de ses capacités de préparation et de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures. Depuis, 4 ateliers ont eu lieu, dont deux ateliers du GI WACAF en 2011 et en 2016 qui ont suscité un engagement concret de la part des acteurs présents. La finalisation du PNIU est une activité clé pour la mise en place en Guinée d'un système de lutte en cas de déversement. De plus, une consolidation du cadre juridique en est cours et favorisera la mise en place du PNUI lorsque celui-ci sera terminé. L'atelier actuel devrait permettre une avancée importante pour la finalisation du plan.

### **Session 6 : Présentation du Protocole additionnel à la Convention d'Abidjan relatif aux normes et standards environnementaux applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolière et gazière offshore**

*M. Richard Dacosta, représentant de la Convention d'Abidjan*

M. Dacosta a présenté les différentes dispositions du nouveau Protocole offshore de la Convention d'Abidjan. Il a tout d'abord rappelé les principes structurels, l'organisation et le fonctionnement de la Convention d'Abidjan. Richard Dacosta a ensuite présenté le contexte de la genèse du protocole additionnel et son processus d'élaboration. M. Dacosta est enfin revenu en détail sur les différentes dispositions du protocole en insistant sur leur caractère juridiquement contraignant et a présenté le plan d'action provisoire de mise en œuvre du protocole.

## **JOUR 2 Mardi 13 novembre 2018**

### **Session 7 : Présentation sur les stratégies de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les différentes stratégies de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures en mer : l'évaluation et la surveillance, la protection de zones sensibles, l'utilisation de dispersants, le confinement et la récupération, le brûlage in-situ, l'utilisation d'absorbants et le nettoyage des rives. Les avantages et inconvénients de chacune de ces stratégies, de même que les considérations opérationnelles, ont été discutés avec les participants. Cette présentation a également permis d'illustrer les moyens de lutte disponibles en Guinée.

### **Session 8 : Présentations des risques de déversements d'hydrocarbures et sensibilités environnementales en Guinée**

*M. Mohamed Lamine Sidibé, Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts.*

À l'aide de cartes *Google Earth*, M. Sidibé a présenté aux participants les différentes ressources sensibles que l'on retrouve le long des côtes guinéennes. Il a particulièrement mis l'accent sur les plaines de Koba, les îles et l'écosystème de mangrove de Conakry.

### **Session 9 : Présentation sur le développement des cartes de sensibilités**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les cartes des zones sensibles qui sont un outil important lors de la lutte contre un déversement d'hydrocarbures. Elles permettent l'identification et la priorisation des zones sensibles pouvant être affectées par le pétrole déversé. Lors de cette présentation, les zones sensibles d'un point de vue socio-économique et biologique ainsi que le type de rivage ont été discutés. De plus, la présentation a détaillé la méthodologie utilisée pour la réalisation des cartes de sensibilité.

### **Session 10 : Présentation sur les types de rives et les processus côtiers**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

Les types de rives et les processus côtiers ont une importance particulière lors de l'évaluation de la contamination et lors du nettoyage du littoral. M. Grenon a présenté les différents types de rives de même que les principaux processus côtiers tels que la marée ou les vagues qui vont affecter la persistance du pétrole sur les côtes et les opérations de nettoyage. La présentation a également permis de passer en revue les types de rives de la Guinée et de discuter du comportement des hydrocarbures en cas d'échouement sur celles-ci.

### **Session 11 : Présentation sur la technique d'évaluation des rives (SCAT)**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté la méthodologie SCAT (*Shoreline clean-up assessment Technique*, en français « technique d'évaluation du nettoyage du littoral ») qui permet d'évaluer la contamination sur les rives de façon systématique. Cette méthode est reconnue internationalement et elle permet une standardisation de l'évaluation de la contamination sur un rivage. La présentation a porté sur l'utilisation de la terminologie SCAT pour décrire la rive et la contamination, sur les informations que la méthode permet de collecter sur le terrain et qui serviront d'instructions aux équipes responsables du nettoyage à la suite d'un déversement d'hydrocarbures sur la mise en place et la composition des équipes qui sont déployées sur le terrain pour effectuer cette évaluation et sur l'utilisation des données SCAT.

### **Session 12 : Vidéo sur l'évaluation et le nettoyage des rives**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

Une vidéo de 18 minutes réalisée par ITOPF portant sur l'évaluation et le nettoyage des rives a permis aux participants de bien visualiser les étapes à suivre pour à la fois évaluer la contamination et réaliser le nettoyage des rives. Cette vidéo a montré aux participants, à l'aide de cas concrets, les enjeux et les problématiques liés au nettoyage des rives. De plus, les participants ont pris conscience de la problématique de la gestion des déchets générés lors des opérations de nettoyage.

### **Session 13 : Les techniques de nettoyage des rives**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les différentes méthodes de nettoyage des rives. Il a mis l'accent sur l'importance de sélectionner la méthode de nettoyage appropriée en fonction du type de rives et de l'étendue de la contamination afin d'éviter les dommages à l'environnement pouvant être causés par une méthode inappropriée. La présentation a également porté sur les avantages et inconvénients de chacune des méthodes de nettoyage ainsi que des déchets qui peuvent être générés lors des opérations.

### **Session 14 : Exercice de table sur l'évaluation et le nettoyage des rives**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

Les participants, répartis en 4 petits groupes de 5 à 6 personnes, ont procédé à l'évaluation d'une rive contaminée à partir d'une photo présentée à l'écran. L'exercice fut une opportunité pour les participants d'utiliser la méthode d'évaluation des rives exposée plus tôt dans l'atelier. Les participants ont déterminé le type de rive, les accès, la contamination et recommandé une méthode de nettoyage. Une série de 5 photos ont été présentées lors de l'exercice. Les images ont suscité plusieurs questions et débats particulièrement concernant une photo montrant une rive jonchée de déchets.

### **Session 15 : Remarques conclusives de la Convention d'Abidjan au sujet du Protocole Offshore pétrole et gaz**

*M. Richard Dacosta, représentant de la Convention d'Abidjan*

M. Dacosta est revenu sur les points principaux de la présentation de la veille au sujet du Protocole Offshore pétrole et gaz. Il a réitéré la disponibilité de la Convention d'Abidjan pour travailler avec les Etats de la région.

## **JOUR 3 Mercredi 14 novembre 2018**

### **Session 16 : Exercice de terrain sur l'évaluation et le nettoyage des rives**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

Les participants se sont déplacés par bus à la plage de Benares, située à proximité de l'aéroport. Dans les mêmes groupes formés la veille, les participants ont conduit une évaluation de deux types de littoral, soit une plage de sable et une zone de mangroves. Ils ont également inspecté un secteur végétalisé de la plage. Cet exercice sur le terrain a permis aux participants de visualiser et de mettre en pratique les concepts discutés en classe. Pour chacun des littoraux visités, des discussions en groupe à propos des observations de chacun des groupes ont eu lieu sur le terrain avec le formateur. L'exercice a suscité un vif intérêt des participants car il a permis à ceux-ci d'avoir une vision concrète des défis liés au nettoyage des rives.

### **Session 17 : Débriefing de l'exercice de terrain**

Tous

Suite à l'exercice sur le terrain, les participants ont fait un retour d'expérience. Cette discussion a permis d'identifier quelques points importants en vue de l'amélioration du PNIU :

1. L'exercice a souligné l'importance de faire une bonne évaluation de la situation et d'identifier dans le plan qui a l'expertise pour faire cette tâche. Les participants ont identifié les ministères qui ont principalement une action en mer. Il s'agit du Ministère de l'Environnement, du Ministère des Transports, du Ministère de la Défense, et du Ministère de la Pêche.
2. L'importance de bien connaître quelles informations techniques doivent être rassemblées sur le terrain afin de fournir des instructions claires au personnel opérationnel qui procéderont au nettoyage.
3. L'importance de communiquer avec les populations locales et de les impliquer dans le processus en cas de contamination du littoral. La Direction de la pêche marine possède les numéros de tous les pêcheurs ainsi qu'un système qui envoie un sms aux pêcheurs tous les jours pour les informer sur l'état de la mer. Ce système pourrait être utilisé en cas de marée noire. Ces numéros peuvent être utilisés en cas de déversement d'hydrocarbures.

### **JOUR 4 Jeudi 15 novembre 2018**

#### **Session 18 : La gestion des déchets**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les enjeux liés à la gestion des déchets lors d'un déversement d'hydrocarbures. La présentation a montré les types de déchets pouvant être générés lors des opérations de lutte. L'importance de l'utilisation de techniques de nettoyage sélectives, peu génératrice de déchets, le tri des déchets dès le début des opérations de nettoyage et l'importance des sites d'entreposage temporaires ont également été présentés.

#### **Session 19 : La logistique de la gestion des déchets**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les aspects logistiques de la gestion des déchets lors d'un déversement d'hydrocarbures. L'importance de l'entreposage secondaire et de la chaîne de transport des déchets a été illustrée par des exemples concrets lors de la présentation.

#### **Session 20 : La gestion des déchets en Guinée**

*M. Mohamed Lamine Sidibé, Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts.*



M. Sidibé a présenté la situation concernant la gestion des déchets en Guinée. La gestion des déchets est un enjeu majeur en Guinée et un déversement important d'hydrocarbures serait un très grand défi en raison du type et de la quantité potentielle de déchets à gérer. M. Sidibé a indiqué qu'il n'y a présentement pas de politique spécifique pour la gestion des déchets, bien que certains éléments se trouvent dans le code de l'environnement (définition et responsabilité). Il y a peu de moyens pour l'élimination des déchets et la méthode principale employée en Guinée est d'envoyer les déchets à la décharge. La décharge principale actuelle est saturée et de nouveaux sites doivent être trouvés. Dans tous les cas, ces sites sont à l'extérieur de la zone de Conakry ce qui engendre de sérieux problèmes de transport et d'accès.

#### **Session 21 : Gestion d'un programme d'évaluation et de nettoyage des rives : système de gestion d'incident**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a présenté les points importants à prendre en compte pour assurer une gestion efficace des opérations de nettoyage du littoral. Ces opérations sont généralement longues, et nécessitent la mise en place d'une cellule de gestion spécifique afin d'en assurer son bon déroulement. L'importance d'une bonne coordination et la mise en place un soutien logistique dédié aux opérations sur le littoral a été souligné.

#### **Session 22 : Démobilisation et fin des opérations de lutte**

*M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF*

M. Grenon a rappelé que la fin des opérations est une étape difficile en raison des préoccupations et intérêts divergents des principaux acteurs impliqués dans les opérations de lutte. C'est pourquoi il est primordial de définir clairement des objectifs de lutte et des critères de fin des opérations très tôt dans la gestion de l'incident. L'établissement de ces critères doit prendre en compte les aspects techniques de la lutte et viser à diminuer le plus possible les dommages à l'environnement.

#### **5.4. Cérémonie de clôture**

L'atelier s'est conclu par une courte allocution de M. Sidibé qui a remercié les participants et a tenu à souligner la qualité des échanges et du travail accompli lors de cet atelier. Il a rappelé que la mise en place du PNIU de la Guinée nécessite l'implication de tous. Il a également tenu à féliciter et remercier les experts pour leur accompagnement technique.

Mme Canova a ensuite remercié les participants et organisateurs pour leur disponibilité et leur professionnalisme et a insisté sur le fait que cet événement a été un grand succès tant du point de vue de son organisation que des progrès techniques qu'il aura permis pour l'amélioration des capacités de lutte en Guinée.

L'atelier s'est terminé par la remise des diplômes et d'une clé USB rassemblant :

- les présentations et allocutions de la semaine,
- des guides opérationnels permettant d'approfondir certaines thématiques abordées lors des présentations techniques,

- les dispositions réglementaires de l'OMI relatives aux thématiques abordées,
- le programme, la liste des participants et les photos prises lors des différentes phases de cet atelier.

## 6. Recommandations

À la fin de l'atelier, des discussions en sous-groupe de même qu'une session en plénière ont permis d'identifier des recommandations concrètes en lien avec les thèmes discutés durant l'atelier pour l'amélioration du PNIU de la Guinée.

### 1) Finalisation du PNIU de la Guinée

Les participants reconnaissent qu'il est important de finaliser le PNIU de la Guinée et recommandent de réunir à nouveau la commission nationale qui avait été mise en place suite à l'atelier de 2016. Cette commission devrait particulièrement s'attacher à :

- clarifier les rôles et responsabilités des différents intervenants,
- assurer une coordination entre tous les acteurs impliqués dans la lutte face à un déversement d'hydrocarbure, y compris les sociétés pétrolières, groupements de pêcheurs, administrations locales et autres ONG.

La coordination de cette tâche revient au Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts selon l'échéancier suivant :

- Travail interne au Ministère de l'Environnement pour orienter les travaux de la commission au cours des 4 prochains mois. **Échéance 15 mars 2018.**
- Démarrage des travaux de la commission d'ici 6 mois avec la présentation d'un document provisoire. **Échéance 15 mai 2018.**
- Finalisation du PNIU. **Échéance septembre 2019.**

### 2) Cartographie des ressources sensibles

Les participants reconnaissent l'importance de doter la Guinée d'une cartographie des ressources sensibles en cas de déversement d'hydrocarbures. À cet effet, la présentation de M. Sidibé sur les ressources sensibles en Guinée pourrait servir de point de départ à ce travail. Ce travail devrait être réalisé sous la direction du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts avec la participation des autres ministères possédant des informations pertinentes, tels que le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, ou le Ministère de la Pêche. **Échéance novembre 2019.**

### 3) Renforcement des capacités des acteurs

Les participants reconnaissent le besoin de continuer à développer et acquérir des connaissances et compétences sur les aspects techniques de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures en général et particulièrement en ce qui a trait au nettoyage du littoral. Des formations et exercices sur les sujets suivants devraient être organisés :

- connaissance des rôles et responsabilités de chacun dans la cellule de crise,
- formation technique pour les agents sur le terrain,
- formation IMO niveau 1 et 3,
- utilisation des dispersants,
- mobilisation des ressources et gestion d'incident,
- exercice d'alerte et de déploiement.



Les participants demandent que les organisations nationales, telles la Marine Marchande, le Port Autonome de Conakry, la Préfecture Maritime, et la Société guinéenne des pétroles, qui réalisent des exercices ou formations régulières pour leur personnel invitent également les représentants des autres administrations impliquées dans la lutte aux déversements afin de continuer à travailler ensemble et d'acquérir des compétences importantes.

Le Ministère de L'Environnement, des Eaux et des Forêts est chargé d'identifier les besoins en formation et exercice afin d'en faire la présentation lors de la prochaine conférence régionale GI WACAF en octobre prochain. **Échéancier octobre 2019.**

#### 4) **Gestion des déchets**

Les participants reconnaissent la nécessité d'un plan de gestion opérationnel des déchets en cas de déversement d'hydrocarbures. Ce plan fournira de l'information spécifique sur les questions de transport, de stockage temporaire et d'élimination et il formerait une annexe au PNIU.

Ce plan sera réalisé en même temps que la mise à jour du PNIU. **Échéance septembre 2019.**

Année		2018		2019		
		Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Finalisation du PNIU	<i>Travail interne au Min. de l'Environnement pour orienter les travaux de la commission</i>					
	<i>Démarrage des travaux de la commission et présentation d'un document provisoire</i>					
Finalisation du document						
Cartographie						
Identification des besoins en formation et exercice						
Plan de gestion des déchets						

#### 5) **Elaboration d'une politique nationale sur les dispersants**

A plus long terme, les participants ont reconnu la nécessité d'élaborer une politique nationale sur l'usage des dispersants incluant une liste des produits autorisés en interdits en Guinée. Les participants ont demandé, dans ce cadre, une formation sur l'utilisation des dispersants en mer. **Echéance 2020.**

## 7. Conclusion

Cet atelier a permis aux intervenants de la Guinée de discuter et d'échanger leurs points de vue concernant la réponse en milieu littoral en cas de déversement d'hydrocarbures. Ces discussions ont remis au premier plan la nécessité de compléter la mise à jour du PNIU de la Guinée. L'atelier a bénéficié d'une participation importante des structures nationales et de l'industrie pétrolière. Cette diversité de participants a permis des discussions variées, impliquant différentes perspectives, qui ont contribué à renforcer la collaboration entre les divers intervenants impliqués dans la lutte contre les pollutions par les hydrocarbures en Guinée. Ces discussions ont également démontré la volonté de chacun de travailler de concert pour améliorer les capacités du pays à se préparer et à intervenir lors de déversements et ainsi mieux protéger son environnement.

## Annexe 1 – Programme

<b>Jour 1. Lundi 12 novembre 2018</b>	
<b>08h30</b>	<b>Arrivée et inscription des participants</b>
	<b>Cérémonie d'ouverture</b>
09h00	<b>Cérémonie d'ouverture:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Discours d'ouverture du Représentant de la Guinée</li> <li>- Allocution de bienvenue de la Représentante de l'OMI/IEPCA</li> <li>- Allocution de bienvenue du Représentant de la Convention d'Abidjan</li> </ul>
10h15	<b>Pause café et photo de groupe</b>
	<b>Introduction de l'atelier</b>
10h45	<b>Introduction de l'atelier :</b> <i>M. Stéphane Grenon, Consultant OMI/IEPCA et Mme Emilie Canova, GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation du Projet GI WACAF</li> <li>- Présentation des facilitateurs</li> <li>- Présentation des participants</li> <li>- Objectifs de l'atelier</li> <li>- Programme et méthode de travail</li> </ul>
	<b>Introduction aux Déversements d'Hydrocarbures en Milieu Marin</b>
11h15	<b>Le comportement et le devenir du pétrole dans l'environnement suite à un déversement</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/IEPCA</i>
11h45	<b>Les impacts environnementaux et sociaux suite à un déversement de pétrole</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/IEPCA</i>
12h30	<b>Déjeuner</b>
13h30	<b>Les stratégies de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/IEPCA</i>
14h15	<b>Aperçu de l'état de préparation de la Guinée face aux déversements d'hydrocarbures en milieu marin et suivi de l'activité GI WACAF de 2016</b> <i>Ibrahima Gaye Camara, MEEF/CPMZC</i> <i>Présentation suivie d'une discussion de groupe</i>
14h45	<b>Pause café</b>
	<b>Convention d'Abidjan</b>
15h00	<b>Présentation du Protocole Offshore Pétrole &amp; Gaz de la Convention d'Abidjan :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Gouvernance et autorisations</b> <i>Expert, Convention d'Abidjan</i></li> <li>- <b>Mécanisme de coopération</b> <i>Expert, Convention d'Abidjan</i></li> <li>- <b>Plan d'action de mise en œuvre du Protocole</b> <i>Expert, Convention d'Abidjan</i></li> </ul>
16h30	<b>Fin jour 1</b>

Jour 2. Mardi 13 novembre 2018	
	<b>Cartes de Sensibilités Environnementales</b>
09h00	<b>Aperçu des risques de déversements d'hydrocarbures et des sensibilités environnementales en Guinée.</b> <i>Mohamed Lamine Sidibé, MEEF/CPMZC</i>
09h30	<b>Les types de rives et les processus côtiers</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
10h15	Pause café
	<b>Évaluation et Nettoyage des Rives</b>
10h30	<b>Le développement de cartes de sensibilités.</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant IMO/PIECA</i>
11h15	<b>La technique d'évaluation des rives (SCAT)</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
12h00	<b>Remarques conclusives de la Convention d'Abidjan</b> <i>Richard Dacosta, Représentant de la Convention d'Abidjan</i>
12h30	Déjeuner
13h30	<b>Vidéo ITOPF: nettoyage des rives</b>
14h00	<b>Les techniques de nettoyage des rives</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
15h00	Pause café
15h30	<b>Exercice de groupe : évaluation et nettoyage des Rives</b> <i>Tous.</i>
16h30	Fin jour 2

<b>Jour 3. Mercredi 14 novembre 2018</b>	
	<b>Exercice sur le terrain</b>
09h00	<b>Exercice d'identification des sensibilités, d'évaluation et nettoyage des rives</b> <i>Tous les participants</i> Lors d'une visite terrain, les participants devront identifier des sensibilités environnementales, déterminer le type de rives et recommander des stratégies de nettoyage.
12h30	Déjeuner
13h30	<b>Debriefing de l'exercice terrain</b> <i>Tous les participants</i> Retour sur l'exercice terrain et discussion en groupe afin d'identifier des recommandations concrètes en tenant compte des résultats de l'exercice.
14h45	Pause café
15h15	<b>Intégration de la réponse en milieu littoral dans la gestion de l'incident</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/IPIECA</i>
16h00	Fin jour 3

Jour 4. Jeudi 15 novembre 2018	
	<b>Gestion des Déchets</b>
09h00	<b>La gestion des déchets lors d'un déversement de pétrole</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
09h45	<b>La logistique de la gestion des déchets</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
10h30	Pause café
11h00	<b>La gestion des déchets en Guinée</b> <i>Mohamed Lamine Sidibé, MEEF/CPMZC</i> Présentation suivie d'une discussion de groupe
12h30	Déjeuner
13h30	<b>Démobilisation et fin de l'opération de lutte</b> <i>Stéphane Grenon, Consultant OMI/PIECA</i>
14h15	<b>Recommandations de l'atelier</b> <i>Tous les participants</i> En groupe de travail puis en plénière, les participants identifieront des recommandations concrètes selon les thèmes de l'atelier pour l'amélioration de la capacité de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures en mer et l'intégration des aspects de réponse en milieu littoral dans les arrangements nationaux
15h30	Pause café
	<b>Cérémonie de clôture de l'atelier</b>
16h00	<b>Cérémonie de clôture</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Discours du représentant de la Guinée</li><li>- Remarques de clôture de la représentante OMI/PIECA</li><li>- Remise des certificats et des clés USB</li></ul>
16h30	Fin de l'atelier

## Annexe 2 – Liste des participants

Liste finale des participants à l'atelier national de réponse face aux déversements d'hydrocarbures en milieu littoral (Projet GI WACAF)  
du 12 au 15 Novembre 2018, à l'Hôtel ONOMO, Conakry, GUINEE

N°	Prénoms et Nom	Service	Mail	Téléphone
1	Abdourahimi BARRY	BGEEE/ Ministère de l'Environnement	barryabdourahimi@yahoo.fr	622 32 37 05
2	Alhassane BARRY	CNGCUE / Ministère de l'Environnement	Alasam502@yahoo.fr	622 32 37 05
3	Aliou CISSE	Direct. Nat. Géologie / Min. Mines et Géol.	Docteuracisse2011@yahoo.com	628 47 40 81
4	Amadou Bailo BAH	Port Autonome de Conakry / Min. Transport	amadoubailob@yahoo.fr	620 71 62 76
5	Ben Abdoulaye Conde	DNE / Ministère de l'Environnement	condeben@yahoo.fr	624 73 50 50
6	Cheick Oumar KEITA	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	-	625 66 26 98
7	Facely CAMARA	Centre de Sécurité / ANAM/ Min. Transport	-	624 73 93 23
8	Fodé Bangaly Sangare	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	sangabangalyfode@yahoo.fr	628 07 09 17
9	Ibrahima Gaye CAMARA	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	ibrogaye@yahoo.fr	622 40 03 98
10	Kadiatou KABA	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Kadiatoukaba@gmail.com	622 14 39 93
11	Konan MAMY	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	mamykonanpablo@gmail.com	624 52 78 16
12	Mamadou BARRY	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Mamado75@gmail.com	664 30 36 30
13	Mamadou Dian BARRY	SGP / Min. des Hydrocarbures	Dian.barry@sgp-gn.com	621 35 92 03
14	Mamoudou Binta KEITA	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Mbkeita82@gmail.com	622 79 05 25
15	Mariama Kesso DIALLO	CPCN / Ministère de l'Environnement	kessodialloly@gmail.com	622 30 51 79
16	Mohamed CAMARA (Cdt)	Marine Nationale / Min Défense	Commandantmohamed66@gmail.com	622 99 08 66
17	Mohamed Lamine DIANE	Pêche Maritime / Min. de la Pêche	Dianelamine05@gmail.com	620 71 47 17
18	Mohamed Lamine SIDIBE	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	ml.sidibe@yahoo.fr	622 93 66 88
19	Moudjitaba SOW	Marine Marchande / Min. Transport	moudjitaba@yahoo.fr	620 29 54 26
20	Naby Moussa YANSANE	Préfecture Maritime / Min. de la Défense	ynabymoussa@gmail.com	622 08 45 98
21	Rassy KANTE	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	rasydak@gmail.com	622 11 60 42
22	Sayon MANSARE	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Mansaresayon58@gmail.com	620 28 13 73
23	Sékou Sherry KOUROUMA	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Sekousherry75@gmail.com	623 26 68 47
24	Senkoun KABA	Décentralisation / Min. Admin. du Territoire	Senkouniglas66@gmail.com	628 23 23 71
25	Thierno Moussa DIALLO	Milieu Marin et Z. Côtière / Min. Environ.	Ouldada2003@yahoo.fr	622 13 11 26

## Annexe 3 – Allocution de bienvenue du Directeur Général du Milieu Marin et des Zones Côtières, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Monsieur Mohamed Lamine Sidibé

Mesdames et Messieurs les partenaires de l'OMI / GI WACAF, et de la Convention d'Abidjan ;

Mesdames et Messieurs les Directeurs Nationaux et Généraux ;

Mesdames et Messieurs les représentants des Départements Ministériels et Services partenaires ;

Chers participants ;

Je me réjouis particulièrement des thèmes qui seront abordés au cours de cet atelier.

Le projet GI WACAF est particulier en ce sens qu'il crée un partenariat entre les entreprises pétrolières, génératrices potentielles de la pollution par les hydrocarbures, et les services gestionnaires de cette pollution.

Ainsi, l'initiative Globale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Association mondiale d'étude des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier et gazier (IPIECA), dont l'objectif est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions dues aux hydrocarbures, dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale, et Australe, par la mise en place de partenariat locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation de la lutte et des plans d'interventions.

C'est une initiative innovante faisant la promotion de partenariats public-privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures, et qui a recours à l'expertise et aux ressources des entreprises industrielles et pétrolières.

Mesdames et Messieurs,

C'est pour s'inscrire dans cette dynamique mondiale que la Guinée a ratifié la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, et la convention d'Abidjan. La Convention d'Abidjan est la Convention des Nations-unies relative à la coopération en matière de protection, de gestion et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la côte atlantique des régions d'Afrique occidentale, centrale et australe ; soit une zone maritime, de la Mauritanie à l'Afrique du Sud, située sur un littoral d'un peu plus de 14 000 km.

C'est un accord-cadre global pour la protection et la gestion du milieu marin et des zones côtières des régions de la Convention, et pour tous leurs programmes liés à la mer et aux zones côtières. Elle est actuellement la principale autorité onusienne en matière de gestion marine et côtière dans la sous-région relevant de la juridiction des Parties contractantes.

Cet atelier servira de cadre à la vulgarisation du Protocole additionnel de la Convention d'Abidjan sur l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière offshore en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud.

La République de Guinée a également ratifié de nombreuses autres conventions de l'Organisation Maritime Internationale, notamment les conventions OPRC 90, MARPOL 73/78, CLC 92 et FIPOL 92.

En effet, au regard des risques de pollution au large de nos côtes, vu l'importance du trafic maritime des navires pétroliers transitant du Golfe de Guinée vers l'Europe, et, des activités croissantes de forage dans la zone, notre pays doit prendre des mesures réglementaires, pour prévenir toute forme de pollution, qui porterait un lourd préjudice à son environnement, et à ses ressources alimentaires et économiques.

En effet, il est plus qu'urgent que notre pays se dote d'une organisation opérationnelle efficace, afin d'assurer une intervention rapide, qui puisse minimiser les dommages, en cas de déversement d'hydrocarbures dans nos eaux maritimes. Cela requière des renforcements de capacité d'intervention de nos services, et la mise en œuvre d'un plan national d'intervention d'urgence.

Mesdames et Messieurs,

C'est le lieu de remercier vivement tous nos partenaires, ici présent, qui nous apportent et leur assistance financière, pour permettre à notre pays de relever les défis environnementaux auquel il est confronté ou pourrait être confronté.

Mes remerciements vont également à tous les services qui ont bien voulu nous apporter leur assistance pour la tenue de cet atelier.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert l'« Atelier national sur la réponse en Milieu littoral face aux déversements d'hydrocarbures ; et sur les normes et standards environnementaux régionaux pour l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière offshore en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud ».

Je vous remercie.





## Annexe 4 – Allocution de bienvenue GI WACAF

Émilie Canova, Coordonnatrice de projet GI WACAF

Monsieur le Directeur Général du Milieu marin et des Zones côtières,  
Monsieur le représentant de la Convention d'Abidjan,  
Mesdames et Messieurs les Délégués représentant les différentes institutions

nationales, Mesdames et Messieurs les participants,

C'est pour moi un privilège de prendre la parole à l'ouverture de cet atelier sur la réponse en milieu littoral en cas de déversements d'hydrocarbures.

Comme vous le savez très certainement, cette réunion a été organisée par les autorités de la République de Guinée, particulièrement par la Direction du Milieu marin et des Zones côtières. Elle bénéficie de l'appui technique et financier de l'Organisation Maritime Internationale, l'OMI, et de l'industrie pétrolière à travers l'APIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier. Cet appui se fait dans le cadre de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF).

Le projet GI WACAF a été établi en 2006 et vise à renforcer la capacité des pays à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures en mer à travers la promotion de la coopération entre le secteur public et privé. Aujourd'hui, il recouvre 22 pays de l'Afrique occidentale, centrale et australe. Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités de lutte contre les déversements grâce aux actions de sensibilisation et de formation menées aux échelles nationale et régionale.

Je voudrais ici saluer l'engagement de la République de Guinée dans le Projet GI WACAF puisqu'il s'agit du troisième atelier organisé en Guinée, après ceux de 2011 et 2016, afin d'améliorer le dispositif national de préparation et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Cet engagement ainsi que les efforts de la République de Guinée pour promouvoir la coopération régionale dans le domaine de la lutte contre les pollutions aux hydrocarbures sont particulièrement appréciés. En effet, je me réjouis que les présentations portant sur le Protocole Offshore Pétrole & Gaz de la Convention d'Abidjan aient utilement pu être intégrées à l'atelier GI WACAF. Le Protocole Offshore est un outil réglementaire à vocation régionale qui complète idéalement les conventions de l'OMI (en s'intéressant particulièrement, comme son nom l'indique, à l'exploration et à l'exploitation offshore du pétrole et du gaz). Le GI WACAF a soutenu la Convention d'Abidjan dans le développement de ce protocole et de son plan d'action, et continuera à soutenir la Convention sur ce sujet. Au sein du GI WACAF, nous sommes en effet convaincus de l'importance de promouvoir toute forme de coopération et de synergies qui vont dans le sens d'une meilleure préparation de tous les pays de la zone à la lutte contre la pollution aux hydrocarbures.

Notre réunion aujourd'hui s'inscrit ainsi dans le suivi des demandes de la République de Guinée de constamment améliorer et préciser son dispositif national, ce que nous saluons. En effet, dans le cadre de la finalisation du dispositif national de prévention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, la réponse en milieu littoral est un thème technique mais crucial au regard du contexte guinéen : l'important trafic de navires pétroliers (entre autres) transitant par le golfe de Guinée et les activités d'exploration présentent un risque d'accident et de déversement d'hydrocarbures arrivant sur les côtes guinéennes.

Les 4 prochains jours porteront donc principalement sur la réponse en milieu littoral en cas de déversement accidentel d'hydrocarbure et inclura un exercice sur le terrain. De la distribution des responsabilités entre les autorités nationales compétentes à la gestion des déchets - qui peut poser de lourds problèmes logistiques - en passant par les différentes méthodes et techniques de nettoyage, les étapes indispensables pour le nettoyage du littoral vont vous être présentées durant cet atelier. Enfin, l'accent sera mis sur la nécessaire prise en compte des considérations d'intervention en milieu littoral dans un cadre national de préparation et d'intervention en cas de marée noire. Cela doit permettre qu'en cas d'incident, les objectifs, les priorités et les contraintes des opérations de nettoyage du littoral soient rapidement définis en temps voulu et de façon pragmatique à travers un processus de décision efficace.

Ainsi, le principal objectif de ces prochains jours est de vous fournir, à vous chers Délégués, les connaissances et compétences essentielles pour aider à établir et gérer efficacement la réponse en milieu littoral.

Afin d'atteindre ces objectifs nous avons avec nous Stéphane Grenon de la compagnie TRIOX, un consultant international reconnu qui a une grande connaissance du sujet et une expérience de longue date. Il guidera notre travail tout au long de la semaine. Je vous encourage donc vivement à échanger et poser des questions durant ces quatre jours. A cet égard, il convient de souligner l'importance des contributions des acteurs nationaux présents au regard de leur responsabilité dans le système national de préparation et de lutte.

Avant de conclure, je voudrais vous adresser mes vœux de succès dans ces travaux ainsi que mes remerciements les plus sincères à tous ceux qui ont aidé à la réalisation de cette conférence. Je pense en particulier à la Direction du Milieu Marin et des Zones côtières du ministère de l'environnement et des Eaux et forêts et en particulier Monsieur le Directeur général Sidibé, Point Focal de la Convention d'Abidjan, ainsi que Monsieur Camara, Point Focal GI WACAF, qui n'ont ménagé aucun effort pour la mise en place de cette activité.

Je ne terminerai pas sans vous avoir exprimé l'entière disponibilité du Projet GI WACAF pour renforcer ses relations de coopération avec la République de Guinée et avec nos partenaires de la Convention d'Abidjan.

C'est par ces mots que je voudrais conclure, Mesdames et Messieurs, non sans avoir réitéré à toutes et à tous, mes vœux les plus chaleureux de réussite dans les travaux de ces 4 jours.

Je vous remercie de votre aimable attention.



## Annexe 5 – Discours du représentant de la Convention D'Abidjan Monsieur Richard Dacosta

Excellence M. le Secrétaire Général du Ministre de l'environnement et des Eaux et Forêts de la République de Guinée

M. le Représentant du Ministère de la défense de la République de Guinée

Mme La Représentante de l'OMI- GIWACAF,

M. le Directeur Général du Milieu Marin

Chers experts nationaux

Honorables invités

À l'heure où nous évoluons vers une recrudescence de l'exploration et de l'exploitation pétrolière et gazière le long de la façade atlantique Sud-Est qui doit être combinée à avenir énergétique propre et durable, je suis heureux de constater que les pays de la Convention d'Abidjan aient pris des dispositions juridiques contraintes visant à harmoniser et à réconcilier l'utilisation des ressources pétrolières et gazières et la préservation de l'environnement.

Comme vous le savez, les espaces marins et côtiers constituent le socle du développement économique des Etats-Parties à Convention d'Abidjan. La zone de la Convention d'Abidjan est l'un des écosystèmes les plus riches au monde. Elle est balayée par endroits par des « upwelling » qui favorisent à leur tour la pêche intensive et les flottes étrangères.

Avec plus de 50% de la population vivent dans la zone côtière et les prévisions de croissance urbaine prédisent une augmentation de ce taux,

La quasi-totalité de nos infrastructures portuaires et aéroportuaires, installations industrielles et touristiques, des habitats côtiers et marins comme les récifs coralliens, les mangroves aux terres arables propices au développement de la riziculture et les Aires marines protégées, parcs et réserves qui préservent des échantillons représentatifs de la biodiversité de la Convention d'Abidjan,

La Zone côtière constitue le poumon de nos économies.

En dépit de leur valeur et importance pour la région, la biodiversité et les écosystèmes côtiers et marins de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud subissent le contre-poids considérable de la : De la gouvernance sectorielle, les plantes envahissantes (*sargassum*) entravent le développement des activités économiques des communautés locales, des effets adverses des changements climatiques suite entre autre à la hausse des températures entraînant une augmentation du niveau de la mer, l'érosion côtière et des Pollutions de diverses natures

Activités pétrolières et gazières en croissance dans les pays de la Convention d'Abidjan

Les eaux de ballastes

Les exutoires des eaux usées domestiques et autres périmètres hydroagricoles

Les débris marins

Et tant d'autres maux qui concourent à peindre un tableau sombre d'un habitat qui aurait dû être la vitrine de nos Etats et îlot de prospérité si toute fois le potentiel économique bleu est débloqué à travers une gestion concertée

Mesdames messieurs, notre rencontre de ce matin appelle à un changement de paradigme. Des efforts supplémentaires sont requis pour s'élever au niveau des défis imposés par la nature des ressources que nous sommes appelés à gérer.

Ceci passe par la Gestion Intégrée des zones Côtières (GIZC), par une gouvernance appropriée et des investissements planifiés à l'échelle du bassin, est la clef d'une utilisation durable et d'une préservation des ressources naturelles, par le partage équilibré des ressources et des bénéfices induits, elle facilite la prévention des conflits entre les usages et entre les Etats et par-delà elle contribue au développement durable dans les périmètres considérés.

Il s'agit en effet de combiner des systèmes politiques, sociaux, économiques et administratifs qui affectent plus ou moins directement les usages, le développement et la gestion des ressources et la fourniture de services aux populations.

L'un des écosystèmes les plus productifs de notre écorégion est la mangrove. On la retrouve dans le 3 trois Grands Courants Marins de la zone de la Convention d'Abidjan avec une forte concentration au Nigéria et en Guinée Bissau.

Ses fonctions de nurserie et de frayère, de protection contre les vents violents, inondation, protection des habitations, son rôle dans la riziculture ne sont plus à démontrer.

Néanmoins on estime à 23% les surfaces de mangrove perdues en Afrique de l'Ouest et du Centre à cause de :  
Conversion pour diverses raisons (riziculture, aquaculture, ...)

Bois comme source d'énergie

Endiguement (routes, pistes, ...)

Baisse de la pluviométrie qui entraîne une salinisation des eaux et des sols

Croissance démographique en zone côtière

...

A travers un processus consultatif participative et itératif conduit par le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et ses partenaires techniques et financiers, la CoP12 a approuvé le protocole additionnel à la Convention d'Abidjan sur les normes et standards environnementaux liés aux activités pétrolières et gazières offshore.

Le but donc de la réunion est de sensibiliser les parties prenantes sur les enjeux liés à la signature du protocole ainsi que sa transposition en lois nationales.

Je ne saurai terminer mon propos sans dire toute ma gratitude à :

Le Ministère Allemand de l'Environnement, de la Conservation de la Nature, de la Construction et de la Sureté Nucléaire à travers GRID Arendal pour avoir financé la rencontre de ce matin ; financement qui s'inscrit dans le cadre global du projet de Gestion intégrée des Océans ;

La Fondation MAVA pour la finalisation et la mise en œuvre du protocole additionnel sur les normes et standards environnementaux sur le pétrole et le gaz offshore ;

La République de Guinée à travers son Ministère de l'environnement qui n'a ménagé aucun effort pour faire de cette réunion des experts une réussite.

Je vous remercie



## Annexe 6 – Photos



Pour plus de photos sur cet atelier cliquer sur ce [lien](#).